

LE SOCIOLOGUE NASSER DJABI AU SOIR D'ALGÉRIE :

«Avec une faible participation, le président élu aura une légitimité tronquée»

Le sociologue Nasser Djabi analyse, dans cet entretien qu'il nous a accordé, avec une grande minutie non dénuée de réalisme et de pragmatisme, la situation politique et sociale du pays.

Entretien réalisé par,
Fatma Houari

Le Soir d'Algérie : L'enjeu de l'élection présidentielle reste l'abstention. Cette crainte trouve son origine dans les faibles résultats réalisés lors des législatives et des locales. Qu'est-ce qui motive un tel comportement de la part des électeurs ? Pourquoi les Algériens ne votent pas alors que c'est le droit le plus essentiel dans une république ?

Nasser Djabi : Il semblerait que les Algériens commencent sérieusement à perdre confiance dans les élections comme moyen de changement politique et pacifique à la tête de l'Etat et même quand il s'agit des élections législatives et locales. Beaucoup de comportements auxquels on assiste lors des rendez-vous électoraux font que les Algériens, notamment les jeunes, ne croient pas que les élections favorisent un changement vers le mieux. N'oublions pas que l'expérience d'élections plurielles s'est faite dans la douleur. Elle est liée à la violence, l'instabilité, la fraude et l'utilisation des deniers publics. Des comportements négatifs qui donnent lieu à une mauvaise perception du politique.

Le boycott prôné par certains partis a-t-il une réelle incidence sur l'élection présidentielle, allons-nous buter encore une fois sur la question de la légitimité ?

Le principe dans les élections est la participation, le boycott ne doit pas être un acte politique récurrent. La participation est la règle, quant au boycott, c'est l'exception dans une situation normale. Ce qui veut implicitement dire que nous sommes dans une situation anormale. Ce qui nous amène

à dire qu'avec une faible participation, le président élu aura une légitimité tronquée. L'autre face de la médaille concerne les partis politiques eux-mêmes et leur ancrage populaire car les élections en général sont un bon indicateur de la santé d'un parti, de son positionnement et de sa force. Un test pas uniquement pour les partis au pouvoir mais également pour ceux de l'opposition.

Le boycott, à mon sens, pour les partis qui le pratiquent par contrainte ou par stratégie est pénalisant y compris pour ses promoteurs car ils seront absents surtout que l'activité politique de ces partis reste très restreinte en dehors des joutes électorales comme c'est le cas chez nous.

Comment définissez-vous le rapport entre les jeunes et la politique ?

Les jeunes en Algérie n'ont pas comme base une activité politique démocratique telle que l'activité partisane, syndicale, associative et la pratique des meetings, manifestations pacifiques, marches ou encore des élections.

Nos jeunes sont nés dans l'action directe. Ils sont nés également dans un climat de violence, de terrorisme et de défiance vis-à-vis des partis politiques aussi bien ceux qui sont au pouvoir que ceux qui sont dans l'opposition.

Durant plus de dix ans, l'action politique a été absente. Les jeunes Algériens, qui ont une culture politique radicale, sont plus proches des mouvements sociaux et politiques comme c'est le cas avec la tendance islamiste radicale et le mouvement berbère. A cela, il faut ajouter que la majorité des jeunes se trouvent dans une situation déplorable : chômage, exclusion, crise de logement, manque de loisirs, frustrations sexuelles, etc.

Tous ces aspects ne militent

pas en faveur d'une participation des jeunes car le vote ne permet pas un changement de leur situation, et c'est cela le défi majeur qui attend la classe politique.

La pratique de la fameuse «chkara», où des sommes d'argent sont proposées contre des postes ou des privilèges, une pratique qui revient à chaque rendez-vous électoral. Comment expliquez-vous ce rapport malsain entre la politique et l'argent ?

L'argent a toujours été présent dans la sphère politique mais le nœud gordien est indéniablement le contrôle de cet argent et son utilisation notamment celui puisé dans les caisses de l'Etat et celui de provenance douteuse.

La pratique de la «chkara» s'est manifestée de façon flagrante et pernicieuse lors des élections législatives mais là où le bât blesse, c'est que cette pratique a, certes, été dénoncée, mais aucun travail de fond n'a été fait pour connaître les tenants et les aboutissants d'une telle pratique sachant que ni le parlement, ni le gouvernement ni les partis politiques et encore moins la presse nationale n'ont fait d'investigations à ce sujet. L'argent qui circule ainsi sans aucun contrôle avec la complicité des politiques est un phénomène extrêmement dangereux. Il y a un anachronisme dans la gestion des deniers publics et privés à l'origine de l'enrichissement illicite.

Le rapport malsain entre la politique et l'argent a atteint son paroxysme en Algérie. Jusqu'à aujourd'hui et en dépit des dénonciations, aucune enquête n'a été ouverte. Dans d'autres pays, qui ont fait état d'informations concernant ce genre de corruption, on a carrément annulé les résultats en évinçant les auteurs. Ce qui n'a pas eu lieu en Algérie.

On parle souvent de guerre des clans au sein du système, existe-t-elle réellement ou n'est-ce que de la poudre aux yeux ?

Le système politique algérien est, de notoriété publique, un système non homogène, ce sont des clans constitués sur des critères ayant pour base l'intérêt, l'institution, la région et les relations personnelles et dans une moindre mesure l'appartenance politique.

Mais il semblerait que ces dernières années, les luttes au sein des clans ont diminué car il y a plus à boire et à manger pour tout le monde (au sein de ces clans) eu égard à l'aisance financière. Ces clans sont prêts à tout, y compris à sacrifier l'intérêt de l'Etat s'ils se sentent en danger.

Pourquoi la corruption est-elle devenue si répandue ?

Non seulement, la corruption s'est répandue ces dernières années mais elle est devenue banale comme mode de gestion. Le dernier rapport d'Amnesty International sur l'Algérie, en dépit de sa gravité, n'a pas été débattu alors que dans un pays voisin où la corruption est loin d'égaler la nôtre, il a été largement discuté.

La corruption a progressé de manière rapide et fulgurante chez nous. Nous avons même dépassé le Maroc gangréné par la corruption sans oublier que la corruption est acceptée par l'ensemble des Algériens comme un fait accompli y compris dans les affaires courantes et les transactions commerciales. Il y a une perte de valeurs morales, ce qui va avoir une incidence désastreuse sur les jeunes générations. Nous sommes arrivés au stade où la corruption n'est plus considérée comme une affaire d'Etat mais toute la société y est impliquée. La justice aussi devra s'impliquer de manière déterminée.

L'inconstance politique et les retournements de veste, quel impact peuvent avoir de tels comportements sur les jeunes générations qui voient des politiciens délaissés leurs convictions pour de sombres alliances hybrides ?

Il est difficile de faire de la poli-

tique en tant qu'indépendant dans une société où l'Etat rentier garde le monopole sur tout, notamment quand il s'agit de garder un œil sur des groupes économiquement indépendants mais qui restent plutôt de moindre poids.

Résultat, ces groupes développent la peur. Il ne faut pas oublier que d'anciennes familles bourgeoises algériennes sont restées loin de la politique alors que la bourgeoisie a de tout temps joué un rôle prépondérant dans la politique. Celui qui fait de la politique est généralement fragile sur le plan financier, en sus la notion de citoyenneté est absente dans le sens où le citoyen a le droit et le devoir d'exprimer ses opinions. Notre culture n'incite guère à la citoyenneté. Le régime également trouve un certain confort à ce que le citoyen ne s'exprime pas et ne s'implique pas dans les prises de décision qui engage son avenir.

Il y a un net recul des libertés individuelles et collectives, d'autant que les médias lourds ne jouent pas leur jeu de canaux d'expression aux citoyens et que les syndicats autonomes n'arrivent toujours pas à obtenir leur agrément, sommes-nous en train de retourner vers la pensée unique ?

La question des libertés pose la problématique de la mobilisation des couches moyennes citadines qui ont joué un grand rôle sur les plans politique et médiatique. Ces couches souffrent de la sinistrose car les partis qui étaient proches d'elles se sont affaiblis et amenuisés.

Ce sont ces couches qui ont fait des études universitaires qui ont le plus besoin de cette notion de liberté. Cela ne veut pas dire que la question des libertés n'intéresse pas les autres couches populaires. Nous sommes en train de payer très cher le coût de l'après-terrorisme. Pas d'ouverture de l'audiovisuel, pas de levée d'état d'urgence, verrouillage de la presse et j'en passe.

F. H.

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Le SNJ adresse un mémorandum aux candidats

Dans un mémorandum adressé aux six candidats à l'élection présidentielle, le Syndicat national des journalistes (SNJ) lance un énième appel pour l'instauration de la liberté de la presse, le droit à l'information et la dépenalisation du délit de presse.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) -Le Syndicat national des journalistes a adressé, à l'issue de la campagne électorale, un message aux candidats en leur rappelant qu'«une presse libre, moderne et citoyenne ne saurait exister sans un conseil supérieur de l'éthique, un syndicat fort, un statut pré-défini et une convention collective».

Le SNJ y retrace le parcours de la presse algérienne en précisant que «pour éviter d'être à la traîne du mouvement pour la

démocratie qui souffle dans le monde, nul besoin d'innover : les normes universelles suffisent».

Le syndicat précise, en outre, que le droit à l'information est un principe consacré et garanti par les lois de la République : «La société algérienne est en droit d'exiger des médias une information honnête, complète, pluraliste et indépendante de toute pression politique, financière ou commerciale.»

Le SNJ rappelle aux candidats que les premiers concernés par la liberté d'informer, la presse et plus particulièrement le journaliste algérien, sont depuis avril 2001 otages des amendements du code pénal validés par les deux chambres parlementaires. Preuve en est, précise le syndicat, les deux amendements consignés dans les articles 144 bis et 144 bis 01 et qui prévoient des peines d'emprisonnement allant de trois

mois à deux années de prison et des amendes dont l'évaluation est arrêtée avec cette arrière-pensée de provoquer tout simplement le dépôt de bilan de l'entreprise médiatique «ciblée».

Ainsi, de 2004 à 2008, ils étaient plus d'une trentaine de journalistes à avoir été condamnés à la prison ferme. Un constat d'autant plus triste, souligne le SNJ, quand il s'agit d'une corporation qui a été particulièrement ciblée par le terrorisme islamiste.

Un terrorisme qui a ravi la vie à pas moins de 116 journalistes et assimilés entre 1993 et 1997. Après ce constat, le SNJ interroge les candidats sur leur aptitude à abroger ou non les dispositions du code pénal interdisant l'exercice libre de la profession de journaliste. L'interrogation concerne aussi la consolidation des mécanismes d'autorégulation contenus dans la charte d'éthique et de déontologie adoptée

par les journalistes en avril 2000 à Alger sur l'initiative du syndicat.

Le SNJ explique, également, qu'une charte et un conseil d'éthique pour être utiles et efficaces doivent être impérativement intégrés à un dispositif d'ensemble de régulation de la profession. Un ensemble qui, selon ce que propose le SNJ, comprend notamment un conseil supérieur de l'information. Le syndicat suggère aussi la relance du conseil supérieur de l'information dissous le 26 octobre 1993 et la facilitation de la procédure d'institution de la carte nationale de presse.

Le SNJ évoque, par ailleurs, les droits socioprofessionnels des journalistes et le statut des journalistes dont les textes d'application nécessaires à sa mise en pratique n'ont pas encore été élaborés par le gouvernement.

F.-Z. B.